

Anne Gilbert, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir.). *Entre lieux et mémoire : l'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, 367 p.

Julie Léger

Volume 11, numéro 1, automne 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1023344ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1023344ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Léger, J. (2010). Compte rendu de [Anne Gilbert, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir.). *Entre lieux et mémoire : l'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, 367 p.] *Mens*, 11(1), 118–124. <https://doi.org/10.7202/1023344ar>

Tous droits réservés © Mens, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Anne Gilbert, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir.). *Entre lieux et mémoire : l'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, 367 p.

Les événements des quarante dernières années ont grandement affecté la francophonie canadienne et cette dernière a connu des transformations majeures. Séparés par des frontières politiques, coincés entre le Canada français et le Québec, entre tradition et modernité, entre nation et ethnie, les repères mémoriels des francophones du Canada sont relativement ambigus (p. 3). Quels rapports la francophonie canadienne entretient-elle avec sa mémoire? Quels sont ses lieux de mémoire et quel rôle jouent-ils dans sa vitalité? Supposant que la mémoire, pour devenir permanente, doit s'ancrer dans des lieux précis et que les lieux de mémoire ainsi créés constituent un élément essentiel à l'émergence ou à la consolidation de l'identité collective, comment la francophonie canadienne, dont le territoire est flou, parvient-elle à s'inscrire dans la durée?

Voilà quelques questions que posent les auteurs de ce collectif qui regroupe des textes présentés dans le cadre du 7^e Colloque annuel du Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM) tenu en collaboration avec le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) en 2006, à l'Université d'Ottawa. L'ouvrage porte sur les lieux de mémoire de la francophonie canadienne et traite de la façon dont la francophonie canadienne « remonte le cours de son histoire pour y trouver des repères solides, les inscrire dans des lieux et des espaces, dessinant de ce fait les contours d'un territoire dont la construction est encore loin d'être achevée... » (p. 4). Alors que certains considèrent les lieux de mémoire comme étant « “des restes” où se réfugierait une mémoire en mal d'existence », Michel Bock, Anne Gilbert et Joseph Yvon Thériault envisagent les lieux « dans la perspective de leur participation à la construction d'une identité francophone » (p. 8). Ils sont d'avis que la compréhension de l'identité francophone, dans son unité comme

dans sa diversité, passe par l'étude des lieux de mémoire et des individus et des groupes qui les instituent (p. 8).

Les quatorze textes inclus dans le collectif examinent la façon dont mémoire et lieu interagissent, coexistent et s'entremêlent au sein de la francophonie canadienne. Le premier groupe d'articles jette un regard historique sur la mémoire et considère cette dernière comme un enjeu politique et identitaire. Les deux premiers textes, soit ceux de Patrice Groulx (« Les lieux de mémoire peuvent-ils fortifier les collectivités francophones ? ») et de Geneviève Lapointe (« La commémoration des patriotes : l'intention de mémoire et l'usage socio-politique du récit national dans le Québec contemporain »), abordent le caractère construit de la mémoire, tout en démontrant que les lieux de mémoire peuvent servir de moyen d'autonomisation (p. 33, 40). Bien que parfois manipulées et mises au service de la politique, la mémoire et la commémoration d'événements ou de personnages historiques tels Dollard des Ormeaux et la bataille du Long-Sault ont servi de ciment identitaire pour les francophones du pays. Parfait exemple de courage et de patriotisme, incarnant la survie et la détermination du peuple canadien-français, Dollard est entré dans la mémoire collective au *xx^e* siècle en tant que modèle. Toutefois, depuis 2002, on ne célèbre plus la fête de Dollard, mais bel et bien la Journée nationale des patriotes. Représentant mieux les aspirations et le caractère pluraliste de la société québécoise moderne, on commémore la lutte des rebelles de 1837-1838 pour la liberté et la démocratie. Toutefois, qu'arrive-t-il lorsque la commémoration d'un événement représente une stratégie politique plutôt que de refléter la mémoire collective ou la réactualisation de l'importance historique d'un événement ? C'est ce que Lapointe se demande en ce qui a trait à la commémoration des patriotes (p. 49). Pour participer à la construction identitaire et à la fortification des liens nationaux, la commémoration publique d'un événement ou d'un personnage historique doit-elle représenter la mémoire organique ou peut-elle être imposée et obtenir les mêmes résultats ? En somme, les contributions de Groulx et de Lapointe semblent indiquer que les lieux de mémoire de la francophonie

canadienne, pour être compris, doivent être examinés selon le contexte spécifique dans lequel ils naissent ou sont créés.

Les textes de la deuxième section abordent les lieux et les espaces en tant que porteurs de mémoire. Ce regard géographique nous incite à réfléchir sur le lieu, l'espace et l'aménagement du territoire. À cet effet, Mario Bédard, dans son texte « Pérennité et mutation de la fonction géosymbolique des lieux de culte : le cas de la requalification récente des églises au Québec », traite de la désaffectation des églises du Québec et de leur rôle en tant que porteuses de mémoire. En 2005, la Fondation du patrimoine religieux a classé 500 églises (sur un total de 2 800) « biens culturels protégés » (p. 223). Mais qu'en est-il des autres ? Si une église ne témoigne pas d'un « passé collectif glorieux », mais simplement du sens communautaire et du sentiment d'appartenance à l'échelle locale, devrait-elle être considérée comme géosymbole culturel, c'est-à-dire comme repère, comme lieu qui renvoie à l'histoire et qui reflète l'identité collective (p. 223) ? Qui, en définitive, devrait avoir l'autorité de juger de la valeur symbolique et, ensuite, de conférer un statut spécial à une église et pas à une autre ? La requalification des églises du Québec réussit-elle à nourrir la soif d'identité des Canadiens français du Québec ? Cet article, à notre avis, lance des pistes de recherche, pose des questions, mais, surtout, nous pousse à réfléchir sur le lien entre l'identité, le territoire et ses habitants. L'objectif de l'auteur est clairement défini : il dénonce le fait que les milieux et les modes de vie contemporains soient « a-territorialisés » et « dé-territorialisant[s] », et plaide en faveur d'un aménagement du territoire qui permette la réappropriation, par les habitants eux-mêmes, de leur lieu afin de parvenir à leur reterritorialisation (p. 221, 231-232). À son avis, c'est en donnant aux autorités locales et aux associations communautaires plus de responsabilités vis-à-vis de ce patrimoine religieux qu'il serait possible de gérer de façon plus cohérente nos milieux et nos modes de vie (p. 231). De son côté, Vincent Berdoulay (« Lieux de mémoire et aménagement ») constate une importante perte de sens historique occasionnée par la mondialisation de l'aménagement et de la gestion

du territoire. Il se demande donc si les lieux de mémoire parviendront à compenser cette banalisation de l'espace et cette perte du sens historique : « L'aménagement contemporain produit ainsi une iconographie "mondialiste", qui tend à couper les liens de la vie socioculturelle et politique avec la mémoire des lieux » (p. 169). Les textes de Bédard et de Berdoulay illustrent l'importance des symboles et le besoin, pour la collectivité, de se sentir représentée dans et par le territoire qu'elle occupe. Toutefois, peut-on sérieusement envisager l'idée d'aménager le territoire en fonction de la culture et de l'identité d'un groupe au sein d'une société plurielle comme la nôtre? Le déficit de sens occasionné par la mondialisation et l'urbanisation massive a-t-il sonné le glas de l'héritage francophone en milieu urbain? Symboles par excellence de l'affirmation et de la sauvegarde d'une collectivité francophone en Amérique du Nord, les églises du Québec représentent, certes, un élément identitaire évoquant un sentiment d'appartenance. À notre avis, la fonction symbolique des églises devrait alors suffire pour justifier leur préservation et leur valorisation en tant que lieux de mémoire. En reconnaissant que la mémoire portée par les églises mérite d'être entretenue, on justifie la préservation de ces symboles dans des lieux concrets où la collectivité peut se reconnaître. Sans vouloir porter atteinte aux autres groupes qui habitent le territoire, il semble y avoir, au Québec, un besoin, voire un désir, d'inscrire la mémoire de la francophonie canadienne et surtout de son passé religieux en permanence sur le territoire. En examinant la préservation et la mise en valeur du paysage de la chute des Chaudières, en Outaouais, Louise Boucher (« Les significations d'un lieu de mémoire : le paysage de la chute des Chaudières ») nous fait connaître un lieu qui témoigne à la fois de la résistance de la culture et de la mémoire francophone. Historiquement, ce site à vocation commerciale, industrielle, syndicale, urbaine et forestière représente un lieu de passage, d'échange et d'interaction entre les différents groupes qui ont occupé le territoire (francophones, anglophones et amérindiens). Bien que les édifices qui s'y trouvent aujourd'hui soient abandonnés ou pratiquement en ruine, le paysage

de la chute des Chaudières témoigne de la contribution des francophones au développement économique, politique et social de la région. Tout comme les églises, c'est la signification symbolique et la valeur patrimoniale du lieu qui explique le besoin de le préserver. Le plus grand défi auquel fait face la francophonie canadienne est de trouver des moyens de s'assurer que le type d'aménagement urbain ainsi que les projets de conservation et de mise en valeur du patrimoine considèrent ces symboles, ces lieux et ces paysages comme significatifs et porteurs de mémoire.

Dans la troisième partie de l'ouvrage, on présente les façons particulières dont la mémoire minoritaire réussit à s'inscrire dans la durée. Ce dernier groupement d'articles considère la mise en récit, par les arts et les lettres, de la mémoire francophone comme étant responsable de la diffusion du discours qui donne sens aux monuments, aux sites, aux paysages et aux autres traces du passé (p. 16). Les deux textes ayant retenu notre attention dans cette section sont ceux de Lise Gaboury-Diallo (« Le théâtre franco-manitobain : mythes de la mémoire collective ») et de Lucie Hotte (« La mémoire des lieux et l'identité collective en littérature franco-ontarienne »). Utilisant le théâtre franco-manitobain comme moyen d'expression de la mémoire francophone, Gaboury-Diallo montre l'importance, pour certains dramaturges, d'utiliser des lieux de mémoire qui interpellent la communauté dans leurs pièces de théâtre (p. 332). Malheureusement, l'auteure s'intéresse surtout à la construction textuelle de l'identité chez les dramaturges plutôt qu'à l'influence des représentations proposées dans les pièces sur l'auditoire franco-manitobain. Par le simple fait qu'elles abordent explicitement des lieux de mémoire et des éléments identitaires propres à la collectivité (Louis Riel, les Métis, les voyageurs, la crise scolaire de 1916 et l'enseignement en français, l'assimilation), les pièces examinées par l'auteure contribuent à la mise en récit et à l'inscription de la mémoire du Manitoba français dans la durée. Bien que l'identité qui est reflétée dans certaines pièces témoigne du processus d'hybridation en cours dans la francophonie hors Québec, le discours véhiculé permet aux Franco-Manitobains

de se reconnaître et de réfléchir à leur histoire, à leur réalité et à leur avenir. Dans son texte sur la littérature franco-ontarienne, Lucie Hotte note, avec justesse, que « [l]es lieux qui marquent le passé des communautés minoritaires s'avèrent peu nombreux ou peu connus, ces communautés étant [...] dotées d'un faible capital historique, mais d'un fort capital mémoriel » (p. 337-338). Pour ces francophones, dont les lieux de mémoire sont absents ou méconnus, la littérature représente un moyen efficace d'ancrer la mémoire et l'histoire de leur collectivité dans l'espace et dans le temps. Divisant son texte en trois périodes, soit les années 1970 et la poésie de Jean Marc Dalpé, la poésie de Patrice Desbiens, puis quelques textes des années 2000, Hotte montre que certains auteurs cherchent à « inscrire la mémoire dans des lieux habités par les Franco-Ontariens » alors que d'autres mettent en scène des lieux de transit qui seront transformés en lieux de mémoire, tandis que ceux des années 1990-2000 « partent plutôt à la recherche de lieux de mémoire perdus ou oubliés afin de les ressusciter par l'écriture » (p. 351). Un peu à la manière du théâtre franco-manitobain, la littérature franco-ontarienne examinée dans l'article contient des éléments qui font référence à l'identité, à la mémoire et à l'histoire de l'Ontario français, créant ainsi des espaces où la mémoire de la collectivité peut s'inscrire. En racontant l'histoire de certains lieux et en plongeant dans la vie quotidienne des individus qui les habitaient, les romanciers et les poètes qui ont écrit et écrivent toujours l'Ontario français contribuent à la pérennité de la mémoire francophone. C'est la littérature, entre autres, qui a fait de certains espaces précis, comme le Nord de l'Ontario ou Sudbury, des symboles qui reflètent et interpellent la mémoire et l'identité, mais qui préviennent également l'amnésie.

Utilisant une variété d'approches (historique, géographique, littéraire), les auteurs de ce collectif nous présentent la francophonie canadienne d'une façon tout à fait originale : selon ses repères mémoriels. De toute évidence préoccupés par l'avenir de la francophonie canadienne, ils constatent que la mémoire francophone se trouve entre lieu et mémoire. Passant d'un exemple concret d'un lieu

de mémoire et de sa signification historique (Saint-Denis-sur-Richelieu) à une cellule sociale porteuse de mémoire (la parenté), à la création, par les arts, d'espaces où s'inscrit la mémoire francophone, les contributions à ce collectif montrent que les francophones du pays possèdent leurs lieux et leur mémoire propres et ne se représentent pas tous le passé de la même façon. Puisqu'il demeure impossible de décrire une mémoire francophone qui soit collective, c'est-à-dire portée simultanément par tous les francophones du Canada, c'est bel et bien dans toute sa diversité, mais en dépit de sa fragmentation, que la francophonie canadienne parviendra à s'inscrire dans la durée.

— Julie Léger
Département d'histoire
Université d'Ottawa

Yvan Lamonde et Denis Saint-Jacques (dir.). 1937 : un tournant culturel, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, 371 p.

On s'est souvent intéressé à la débâcle de 1960 ; de plus en plus, on s'attache aux périodes de gel et de dégel qui la précédèrent. Ainsi paraissent récemment les actes d'un colloque, tenu en novembre 2007 à l'Université du Québec à Montréal, consacré à l'année 1937. L'hypothèse des coresponsables, Yvan Lamonde et Denis Saint-Jacques, voulait « que l'année 1937 soit dans nombre de domaines un moment où des nœuds culturels, intellectuels, esthétiques ou idéologiques deviennent irrécusables et se dénouent dans certains cas » (p. vii). Lors du colloque de 1985 sur l'avènement de la modernité culturelle au Québec, Lamonde avait déjà montré que les années 1930, par une valorisation de l'expression, par la volonté d'être de son temps et par le développement d'une subjectivité forte, avaient tout d'un tournant de notre histoire culturelle. Vingt-deux ans plus